

## Muriel Domenach : Contre la radicalisation, « il faut se concentrer sur la prévention »

La secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la radicalisation estime dans une tribune au « Monde » que le temps des dispositifs lourds de désendoctrinement est dépassé.

Certains dispositifs de déradicalisation ont fait l'objet de vives critiques. C'est notamment le cas du premier centre destiné aux jeunes, menacé de fermeture quelques mois seulement après son ouverture. Dans une tribune au « Monde », la secrétaire générale du comité interministériel dédié à la déradicalisation, Muriel Domenach, répond à ces attaques.

TRIBUNE. Le récent bilan d'étape du rapport des sénatrices Esther Benbassa (Europe Ecologie-Les Verts) et Catherine Troendlé (LR) donne lieu à des commentaires excessifs et datés, à la diffusion de « faits alternatifs » et d'approximations. Mais il est utile à la nouvelle phase engagée depuis cet automne dans la prévention de la radicalisation. En critiquant des expériences passées, il formule un constat de bon sens : c'est justement parce qu'il est très difficile de « déradicaliser » qu'il faut se concentrer sur la prévention.

Prévenir, c'est détecter au niveau national avec le numéro vert géré par l'unité de coordination de lutte antiterroriste (Uclat), et au niveau local avec les préfets et les services de sécurité, sous le pilotage de l'état-major opérationnel de prévention du terrorisme (Emopt). C'est aussi former (20 000 agents publics et travailleurs sociaux formés par le secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation). C'est prévenir la radicalisation des esprits.

D'abord au niveau de l'éducation nationale, contre le conspirationnisme, véritable sas de la radicalisation.

« Le contre-discours est l'affaire de tous »

Le « contre-discours », au-delà de l'Etat et du site Stop-Djihadisme du service d'information du gouvernement (SIG) avec sa récente campagne #ToujoursLeChoix, est l'affaire de tous. Des initiatives se multiplient au sein de la société civile, parmi les artistes, auteurs de séries, citoyens militants sur la Toile, créateurs de jeux vidéo. L'humour, manié par exemple par Ismaël Saïdi dans sa pièce *Djihad*, peut être une arme de prévention massive. Des représentants de la société civile qui se présentent comme musulmans et des responsables du culte musulman sont mobilisés. Nous nous sommes rencontrés le 6 mars avec ceux d'entre eux qui sont engagés dans des initiatives concrètes de prévention de la radicalisation pour faire, dans ce domaine, comme dans d'autres, le recensement et la promotion des bonnes pratiques.

« Aujourd'hui, les 2 400 jeunes signalés ne sont plus suivis par les structures de déradicalisation dénoncées dans le récent bilan d'étape sénatorial, mais par des établissements sociaux »

La prévention, c'est empêcher le basculement des jeunes signalés, les rattraper « avant qu'ils ne franchissent le pont », comme disent nos homologues britanniques. Aujourd'hui, 2 400 jeunes signalés et 1 000 familles sont pris en charge à travers le territoire. Ils ne sont plus suivis par les structures de « déradicalisation » dénoncées dans le récent bilan

d'étape sénatorial et qui ne travaillent plus avec nous. Ce suivi est assuré en majorité par des établissements sociaux et médico-sociaux « classiques », et par des professionnels de la prévention mobilisés à travers leurs réseaux d'insertion et d'accompagnement des jeunes face aux problématiques de rupture, y compris la délinquance, qui travaillent de longue date avec la protection judiciaire de la jeunesse : maisons des adolescents, école des parents, éducateurs de rue, points accueil écoute jeunes, missions locales, Fédération française de psychiatrie. Ils ne demandent qu'à être entendus par la mission d'audit sénatorial pour son rapport définitif.

Prise en charge pluridisciplinaire

Le récent bilan d'étape du rapport sénatorial à venir est utile aussi parce qu'il encourage la démarche d'évaluation que m'a demandée à mon arrivée Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'intérieur : recensement, échange et appréciation des bonnes pratiques des réseaux, renforcement du contrôle financier et du suivi qualitatif des préfetures par une grille d'indicateurs mensuels, développement d'une évaluation scientifique. En première analyse, c'est la prise en charge pluridisciplinaire (sociale/psy/éducative) qui fonctionne le mieux. C'est par exemple le cas à Bordeaux, avec l'association Capri [Centre d'action et de prévention contre la radicalisation des individus], auprès de laquelle s'est rendu fin janvier le ministre de l'intérieur, Bruno Le Roux, un partenaire local qui implique aussi les représentants du culte musulman.

De nombreuses initiatives ont été mises en valeur aux Rencontres nationales entre l'Etat et les collectivités territoriales organisées le 24 octobre dernier avec l'Association des maires de France (AMF), dont l'expérience du Haut-Rhin, mais aussi les expériences bordelaise, marseillaise, strasbourgeoise, nîmoise, lilloise, de Seine-Saint-Denis

Il faudra bien sûr tirer les leçons de l'évaluation du centre de réinsertion de Pontourny [à Beaumont-en-Véron, en Indre-et-Loire], première ex-

périence de troisième voie, en complément du milieu ouvert et du milieu carcéral ; des difficultés à accueillir le bon public en répondant aux inquiétudes compréhensibles des riverains ; mais aussi des premiers résultats encourageants du suivi psychologique conduit par Fethi Benslama, et de l'enseignement de distanciation et d'esprit critique par Gérald Bronner.

« Il n'y a pas de réussite facile ni d'échecs définitifs », disait Proust. Pas de baguette magique, ni en France ni ailleurs en Europe, ou

dans le monde. Le corps social a vécu un moment de sidération après les attentats ; les travailleurs sociaux aussi. Une nouvelle politique publique, de prévention de la radicalisation, a été mise en place en deux ans, en partenariat avec la société civile, avec des tâtonnements. L'évaluation engagée fait apparaître de bonnes pratiques, qui méritent d'être valorisées, et des professionnels qui ont su se mobiliser et ne méritent pas l'opprobre. ■

